

# LES CONTROVERSES SUR L'ÉLEVAGE EN FRANCE EN 2013, SIGNE D'UN DEBAT NECESSAIRE AVEC LA SOCIETE

ROGUET C. (1), DELANOUE E. (1)

(1) IFIP-INSTITUT DU PORC, LA MOTTE AU VICOMTE, 35651 LE RHEU

christine.roguet@ifip.asso.fr

## Abstract

### Controversies on livestock farms in France in 2013, sign of a vital debate with society

This article examines the social acceptability of livestock farms in France through the analysis of controversies. Controversies indeed attest different visions and expectations on livestock. Interviews were conducted with 31 participants from different social arenas (animal production professionals, employees of environmental or animal welfare NGO, journalists and retailers) to analyze topics of debate and arguments. The analysis leads to classify debates on livestock farms in France according to four major themes - environmental impact, animal welfare, sanitary safety, and functional and spatial organization of livestock - each of them with several items. They are not new, but their relative weight and the items change over time, due to the evolution of society and farming practices. This study shows a change in the nature of debates between protagonists, from conflict, in which the question was less to assert arguments than to impose opinions, to real controversies. We can see that what is challenging in these controversies and mobilizations, is the ability of a stakeholder to impose its rules, to assign meaning to a situation and to gain the confidence of his fellow citizens.

## Introduction

L'élevage français a connu des évolutions structurelles et fonctionnelles importantes ces dernières années. Le cheptel s'est concentré dans des bassins de production, les élevages se sont agrandis et spécialisés, en même temps que disparaissaient de nombreuses petites structures, faute de rentabilité ou de candidats à la reprise (Rieu et Roguet, 2012). Les impacts sur l'environnement et la sensibilité croissante de la population aux conditions de vie des animaux ont conduit à une critique de plus en plus radicale des modes d'élevage, en particulier intensifs, de la part de différents acteurs. Dans ce contexte, l'enjeu est, pour les organismes de conseil aux acteurs des filières, d'évaluer avec objectivité les écarts entre les contraintes et souhaits des acteurs économiques et les attentes de la société dans toute sa complexité. Ces écarts peuvent être plus ou moins grands selon les filières et les sujets de controverses, et sont évolutifs.

A cette fin, le groupe de travail « Acceptabilité sociale des élevages en France » du GIS Elevages Demain s'est donné pour objectifs de (1) recenser et analyser les controverses actuelles sur l'élevage en France, toutes filières animales considérées, (2) évaluer à quel point ces controverses pénètrent la société française et, au delà, saisir la diversité et la robustesse des attentes de la société envers l'élevage pour en prévoir les contraintes, à moyen et long terme, sur le développement et les modalités des activités d'élevage, (3) identifier les mécanismes sociaux des controverses et mobilisations collectives pour aider les acteurs des filières à y prendre part activement en adaptant leur comportement et leur argumentation. Cet article présente le résultat de la première phase du travail, le recensement et l'analyse des controverses actuelles sur les élevages en France.

## Matériel et méthodes

Si l'expression « acceptabilité sociale » est très employée dans le langage courant, elle est peu utilisée en sociologie en raison de son caractère normatif. L'acceptabilité sociale n'est en effet pas équivalente à la conformité à la loi, ni d'ailleurs synonyme d'opinion publique. Elle est « le résultat d'un processus durant lequel les parties concernées construisent ensemble les conditions minimales à mettre en place pour qu'un projet, programme ou politique s'intègre harmonieusement, et à un moment donné, dans son milieu naturel et humain » (Caron-Malenfant et Conraud, 2009).

Nous avons choisi, dans ce premier travail, d'étudier l'acceptabilité sociale de l'élevage au travers de l'analyse des controverses qui portent sur cette activité. Ces controverses témoignent de l'existence au sein de la société française de différentes façons de penser l'élevage (et, au-delà, de différentes visions du monde). Elles renseignent sur ce qui est acceptable ou pas pour les différents acteurs de la société. Nous avons rencontré 31 acteurs de différentes arènes sociales : 15 professionnels des filières d'élevage (salariés d'interprofessions, d'instituts techniques et de chambre d'agriculture et éleveurs, pour les productions de bovins laitiers et allaitants, porcs, volailles de chair et de ponte, caprins), 9 salariés d'associations (environnementales ou de protection animale), 2 journalistes (presse écrite et documentariste), 3 acteurs de la distribution, un philosophe et un agronome. Lors d'entretiens semi-directifs, individuels ou en groupes de deux ou trois, ils ont été invités à décrire les sujets qu'ils considèrent faire débat sur l'élevage en France et à exprimer leurs points de vue et arguments sur ces sujets. La représentativité statistique n'est pas recherchée. Cette approche qualitative permet de recueillir une diversité de points de vue et ainsi d'appréhender les différentes représentations des interlocuteurs sur un sujet donné. Les propos recueillis sont retranscrits et analysés.

## Résultats

L'analyse des discours nous a conduit à classer les débats sur l'élevage en France en quatre grands thèmes - impact sur l'environnement, bien-être animal, santé animale et humaine, et organisation de l'élevage – comprenant chacun plusieurs sujets de controverse, ou plutôt de remise en cause lorsqu'il n'y a pas d'incertitude scientifique. Ces thèmes de débat ne sont pas nouveaux mais leur poids relatif et les points qui les constituent évoluent dans le temps, sous l'effet de l'évolution de la société et des pratiques d'élevage. Le débat sur la consommation de viande est généralement l'angle d'attaque pris par les médias pour parler de l'élevage ; il reprend des points de ces quatre grandes thématiques.

Les associations, de protection animale comme environnementales, s'opposent toutes à l'élevage intensif défini comme un mode de production qui vise à augmenter le rendement (notion de productivisme) par des densités animales élevées, qualifiées par certains de « concentrationnaires », de fortes consommations d'intrants et le confinement des animaux. Elles lui reprochent ses multiples effets négatifs sur l'environnement, le bien-être animal, la sécurité sanitaire, les conditions de travail des éleveurs et l'emploi.

La hiérarchie des controverses et remises en cause diffère entre filières :

- L'élevage bovin est principalement concerné par les débats sur ses émissions de GES. Ces questions se posent à une échelle globale, et l'élevage bovin français est pointé du doigt au même titre que celui d'autres pays ayant des systèmes de production très différents.
- L'élevage de porcs est d'abord critiqué pour ses nuisances (odeurs notamment) et son impact sur la qualité de l'eau (Delanoue et al, 2014). Les conflits sont alors très locaux et l'éleveur doit parfois y faire face seul. De plus, les élevages de porcs et de volailles, conduits en bâtiments fermés et détenant un grand nombre d'animaux, sont au cœur des débats sur le modèle d'élevage intensif et le bien-être animal.

Les controverses sont aussi plus ou moins vives selon les sujets. Certaines, comme la nécessité de réduire l'utilisation des antibiotiques en élevage, ne font plus l'objet de débats (au moins momentanément). Pour d'autres, comme l'impact environnemental de l'élevage ruminant ou la prise en charge de la douleur animale, les parties prenantes débattent et argumentent, permettant de progresser dans la recherche de solutions. Par contre, certaines controverses, comme les nuisances locales ou la concentration géographique des élevages en Bretagne, sont en situation de blocage : les conflits locaux sont vifs et l'obtention d'un compromis sur les évolutions nécessaires n'est pas envisagée à court terme.

## Discussion

Les critiques adressées à l'élevage font partie d'une remise en cause plus globale de la société. De nombreux acteurs des associations souhaitent un changement radical des habitudes alimentaires et d'achats, avec une réduction de la consommation de viande, un essor des circuits courts et une qualité supérieure des produits. Au delà du rejet de l'élevage intensif, ils remettent en cause le productivisme et la mondialisation, rejoignant certains discours altermondialistes. Pour l'avenir, si tous les acteurs rencontrés insistent sur l'intérêt de la France à maintenir des filières d'élevage viables et de haute qualité, leur définition révèle des attentes différenciées. Le spectre s'étend de l'abolition de l'élevage intensif au profit de systèmes alternatifs, appelée de leurs vœux par certains salariés d'association et journalistes, à la poursuite de l'intensification des productions animales souhaitée par certains acteurs des filières pour répondre à une demande croissante et une concurrence internationale. La majorité des personnes interviewées propose une voie intermédiaire, avec une production standard qui réponde mieux aux demandes de la société.

D'après les acteurs rencontrés, professionnels comme associatifs, la majorité des citoyens connaît peu ou pas l'élevage, ne se préoccupe pas des modes de production et a un rapport « utilitaire » à l'élevage. On peut alors se demander ce qu'est réellement la « demande sociale » et comment elle s'exprime (par le marché, les sondages d'opinion, les médias, les revendications des associations). Mais, tous s'accordent sur un éveil, durable, de l'intérêt du grand public pour les modes d'élevage. L'existence des controverses est un bon signe car elles témoignent de la vivacité du débat démocratique (mais pas forcément de sa qualité), de la capacité des parties prenantes à « la sédation des passions pour permettre l'échange raisonné », d'une recherche des critères de vérité des opinions soutenues et de l'entrée dans « un espace consensuel au sein duquel l'adversaire n'est pas [plus] à éliminer, mais est admis comme devant contribuer à la formation d'une réponse commune à la question posée » (Schmoll 2008).

## Conclusion

Les entretiens réalisés révèlent une évolution de la nature des débats entre protagonistes, de conflits dans lesquels il s'agissait moins de faire valoir des arguments que d'imposer des opinions, à de véritables controverses. Les arguments sont énoncés franchement, sans procédés manipulateurs tels la généralisation de cas particuliers ou l'inversion de la hiérarchie des valeurs. On perçoit bien que ce qui est en jeu (et l'enjeu) dans ces controverses et mobilisations, c'est la capacité d'un collectif à imposer ses règles, à affecter du sens à une situation et à attirer la confiance de ses concitoyens.

## Références bibliographiques

- Caron-Malenfant J., Conraud T., 2009. Guide pratique de l'acceptabilité sociale : pistes de réflexion et d'action. Ed. DPRM.
- Delanoue E., Roguet C., Selmi A., 2014. Contestation sociale de l'élevage porcin : regards croisés de professionnels de la filière et d'associations. Journées Rech. Porcine, 46, 235-240.
- Dupraz P., 2008. Déterminants et conséquences économiques de la localisation des productions animales. INRA UMR SMART, Projet SPADD (Systèmes de production animale et développement durable), financé par l'ANR, juin 2008.
- Rieu M., Roguet C., 2012. Tendances de l'élevage porcin dans l'Union européenne : un modèle en pleine mutation. Journées Rech. Porcine, 44, 219-228.
- Schmoll P., 2008. Matières à controverses. Néothèque, Paris, France, 272p